



## EXTRAIT DE PÉTITION

**Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 7 877 pétitionnaires.**

**Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec**

**Les faits invoqués sont les suivants :**

**CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement du Québec doit protéger les locataires des augmentations de loyer abusives;

**CONSIDÉRANT** la grande vulnérabilité des locataires, en particulier celle des aînés;

**CONSIDÉRANT QUE** les locataires du Québec ont connu, depuis plusieurs années, des augmentations de loyer dépassant largement l'IPC annuel;

**CONSIDÉRANT QUE** les augmentations de loyer ont un effet cumulatif comme des intérêts composés;

**CONSIDÉRANT QUE** le loyer de plusieurs locataires s'approche du dépassement de leur capacité financière d'absorber ces augmentations générant un stress potentiellement dévastateur pour plusieurs citoyens québécois;

**CONSIDÉRANT QUE** six provinces et le Yukon appliquent déjà un taux maximum d'augmentation des loyers en fonction de l'IPC annuel oscillant entre 1,8% et 3%;

**CONSIDÉRANT QUE** le projet de règlement introduit une formule complexe, difficile à évaluer par plusieurs locataires;

**CONSIDÉRANT QU'**une augmentation des loyers se traduira par une dépense supplémentaire pour le gouvernement en subvention associée au programme du crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés;

**CONSIDÉRANT QUE** cette proposition s'approcherait de la formule d'indexation appliquée par le gouvernement du Québec aux rentes de retraite du secteur public et parapublic;

**CONSIDÉRANT QUE** le Tribunal administratif du logement est submergé par des demandes croissantes de fixation du coût des loyers.

**Et l'intervention réclamée se résume ainsi :**

Nous, signataires, demandons au gouvernement du Québec de simplifier la fixation des loyers en établissant annuellement un taux d'augmentation maximal de la facture mensuelle des loyers qui ne dépasse pas l'IPC annuel lorsqu'il est inférieur à 3% et pour un IPC supérieur à 3%, de limiter à 3% cette augmentation.

**Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.**

**Vincent Marissal  
Député de Rosemont**

**24 mars 2026**

---

**Date de signature de l'extrait**